

COMPTE-RENDU DE LA SESSION SPECIALE DU CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

Documents complémentaires pour ce point : N/A

Mesures à prendre décidées lors de cette réunion : le Conseil de Coordination du Programme est invité à :

Adopter le compte-rendu de la session spéciale du Conseil de coordination du programme tenue virtuellement le 6 octobre 2021

Implications financières de la mise en œuvre des décisions : aucune

non-édité

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

1. Le Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA (le Conseil ou CCP) s'est réuni virtuellement pour sa session spéciale du 6 octobre 2021.
2. Kalumbi Shangula, Président du CCP et Ministre de la Santé et des Services sociaux de la Namibie, accueille les participants à la réunion. Les participants ont réalisé une minute de silence en mémoire de chaque personne morte du sida ou du COVID-19, rappelant les inégalités exacerbant les deux pandémies.
3. Le Président a annoncé aux participants avoir présenté le rapport du CCP à la 75e réunion du Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies (ONU). Cela a mené à l'adoption, par consensus, d'une résolution ferme de l'ECOSOC concernant le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida. Le Président a demandé aux participants de travailler dans le même esprit de diplomatie et de multilatéralisme afin que le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) puisse continuer son travail important de leader pour la riposte mondiale au VIH.
4. Le Président a ensuite informé les participants à la réunion des arrangements logistiques et de la conduite de la réunion.
5. Les participants ont adopté l'ordre du jour.

2. Examen du rapport de la 48e réunion du CCP

6. Lors de l'introduction de ce points de l'ordre du jour, le président a rappelé aux participants à la réunion que le rapport résume les déclarations faites lors de la séance plénière et celles soumises au préalable, comme convenu.
7. Un représentant du Président (ayant fait office de représentant du Président devant le Bureau du CCP) a ensuite tenu informés les participants à la réunion. Il a déclaré que le 28 septembre, suite aux commentaires reçus d'un membre du CCP concernant le rapport de la 48e réunion, le Bureau du CCP a pris en compte les commentaires et a accepté d'émettre une version révisée dudit rapport.
8. Il affirme également que par la suite, d'autres commentaires ont été reçus. Le Bureau du CCP s'est réuni le 4 octobre et a accepté d'émettre une seconde version révisée, publiée le 5 octobre. Le Bureau du CCP s'est réuni à nouveau le 6 octobre pour discuter de trois amendements supplémentaires proposés, afin d'atteindre l'adoption du rapport par consensus. Une nouvelle version révisée du rapport a été publié le 6 octobre au matin.
9. Le Président a assuré aux participants s'engager, personnellement ainsi qu'au nom du Bureau du CCP, envers l'expression des préoccupations principales du membre. Ils estimaient que les changements étaient mineurs et soutenaient l'atteinte d'un rapport équilibré et exact.
10. Un membre, rappelant les points de l'ordre du jour de la 48ème réunion du CCP, a proposé qu'une session spéciale du CCP soit organisée pour examiner l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la riposte au VIH et les implications pour l'ère post-COVID. L'attention des participants est également attirée sur la question importante du VIH et du cancer du col de l'utérus, ainsi que sur le besoin d'étendre le dépistage et les services connexes. Le besoin d'un dépistage complet dans un lieu de soins pour les populations en

mouvement a été noté.

11. Le membre a également rappelé sa demande faite auprès de la Directrice exécutive de passer le pays de la région ONUSIDA du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord à la région Asie et Pacifique.
12. Winnie Byanyima, Directrice exécutive de l'ONUSIDA, a répondu à la demande faite par le membre et a déclaré qu'une décision serait prise dans le cadre de l'exercice d'alignement en cours.
13. Un membre a rappelé que, malheureusement, la procédure de vote avait eu lieu lors de la 48e réunion du CCP, concernant le rapport de la Session spéciale tenue en mars. Le membre a réitéré son engagement envers les pratiques du CCP de prise de décisions par consensus. Le membre a remercié le Secrétariat et le Président pour leur approche constructive sur la question du rapport de la 48e réunion du CCP et a déclaré espérer qu'une approche constructive similaire prévaudrait à l'avenir.

3. Cadre unifié du budget, des résultats et de la redevabilité 2022-2026, ainsi que le plan de travail bisannuel et budget 2022-2023

14. Le Président a présenté ce point à l'ordre du jour, soulignant l'importance du leadership de l'ONUSIDA pour mettre fin à la pandémie de sida.
15. Tim Martineau, Directeur exécutif adjoint de la gestion et de la gouvernance de l'ONUSIDA, a exposé les points clés du Cadre unifié du budget, des résultats et de la redevabilité (UBRAF) 2022-2026 et le Plan de travail bisannuel et budget 2022-2023.
16. Il a déclaré au CCP que 2021 a déjà posé des jalons historiques pour la riposte au VIH et a réaffirmé le rôle critique du Programme commun pour mener la riposte mondiale au VIH et accompagner les pays pour atteindre les objectifs pour 2025, en utilisant une approche fondée sur les inégalités.
17. Il a affirmé au Conseil que le Programme commun intensifierait grandement son travail pour assurer l'accès équitable aux services liés au VIH, améliorer les environnements juridiques favorables, éliminer la stigmatisation et la discrimination, promouvoir l'égalité des genres, renforcer les ripostes pilotées par les communautés, soutenir la responsabilisation des communautés et des personnes vivant avec le VIH, ainsi que pour faire progresser un financement et des systèmes plus durables. Ces actions seraient mises en place à travers l'UBRAF 2022-2026 et le Plan de travail et le budget 2022-2023.
18. M. Martineau a déclaré que l'UBRAF a été développé à travers un processus commun itératif, qu'il a résumé. Il a remercié le Groupe de travail de l'UBRAF, qui s'est réuni à cinq reprises depuis juin 2021 et plus particulièrement Jesper Sundewall pour son rôle de président du Groupe de travail.
19. Il a ensuite résumé les principales caractéristiques de l'UBRAF 2022-2026. Elles comprenaient une théorie du changement (qui est plus axée sur l'action et a montré les liens aux cadre de résultats et à la Stratégie mondiale de lutte contre le sida), un cadre de résultats (également plus axé sur l'action avec une chaîne de résultats clarifiée) et une répartition des tâches (alignée sur la Stratégie mondiale de lutte contre le sida et les résultats de l'UBRAF). Les caractéristiques comprenaient également les priorités régionales sur cinq ans (liées aux résultats de l'UBRAF et les actions haut niveau), les partenariats clés et les informations détaillées concernant la redevabilité optimisée au sein

et au-delà de la portée de l'UBRAF et l'établissement de rapports (y compris la clarification sur la redevabilité du Programme commun et le calendrier d'établissement des rapports et les formats généraux).

20. M. Martineau a affirmé que l'UBRAF était aligné à l'Examen quadriennal complet et nombre de ses recommandations ont été intégré au nouvel UBRAF. Des liens entre la théorie du changement, les trois théories du changement imbriquées, les résultats et les dix domaines de résultats sont alignés sur la Stratégie mondiale de lutte contre le sida. Le document montrait également plus clairement quelles activités font partie de la sphère d'influence de l'ONUSIDA.
21. M. Martineau a examiné le cadre de résultats et ses liens avec les Plans de travail bisannuels et les budgets. Conformément aux recommandations au cours de la session de pré-réunion du CCP, les résultats du Programme commun et les indicateurs de performance liés du cadre de résultats 2022-2026 seraient clarifiés davantage et seraient présentés au Conseil en décembre 2021.
22. Il a rappelé au CCP que l'ensemble des aspects du travail de l'ONUSIDA sont basés sur le principe d'appropriation nationale et a exposé la chaîne de résultats de l'UBRAF, indiquant où les résultats du Programme commun sont définis (dans le cadre du Plan de travail et du budget 2022-2023 et de l'UBRAF 2022-2026). M. Martineau a ensuite illustré la chaîne de résultats en utilisant l'exemple des activités de prévention du VIH en se concentrant sur les populations clés, montrant comment les différents niveaux d'actions et les résultats du Programme commun sont organisés et permettent de contribuer aux progrès réalisés sur le cadre des Objectifs de développement durable (ODD).
23. Il s'en est suivi une brève présentation haut niveau des domaines de résultats du Programme commun et les contributions indicatives de haut niveau aux ODD. M. Martineau a mis en avant la vaste portée de l'expérience multisectorielle unique dont bénéficie le Programme commun. Il a ensuite décrit comment les indicateurs de l'UBRAF mesureront les performances du travail du Programme commun par rapport aux résultats de l'UBRAF, alors que le système de suivi mondial de la lutte contre le sida (GAM) mesure les progrès réalisés par pays par rapport à la Déclaration politique de 2021 sur le VIH et le sida, ainsi que la Stratégie mondiale de lutte contre le sida et fournit des informations complémentaires pour l'établissement de rapports.
24. Il a conclu en décrivant les principales priorités étayées du Programme commun et les domaines d'interventions (livrable) pour aborder les inégalités/écarts et défis pour 2022-2023, par rapport à chacun des domaines de résultats, les fonctions du Secrétariat et les six régions de l'ONUSIDA. Il a affirmé aux participants que le soutien serait adapté au contexte et aux besoins des pays.
25. George Farhat, Directeur de la planification, finances et redevabilité de l'ONUSIDA, a fait une présentation du modèle d'allocation des ressources de l'UBRAF pour 2022-2026. Il est élaboré à partir du modèle opérationnel affiné, qui était basé sur les recommandations du Panel mondial stratégique, et a été approuvé par le CCP en 2017.
26. Le Programme commun serait guidé par trois principaux objectifs : le déploiement de ressources dans les régions présentant les besoins les plus pressants, la redynamisation du travail commun et des actions au niveau

national, ainsi que le renforcement de la redevabilité et des résultats. Le modèle de mobilisation et d'allocation des ressources du nouvel UBRAF a été conçu pour attribuer suffisamment de ressources au Secrétariat pour remplir son rôle mondial et soutenir les pays, ainsi que d'attribuer l'allocation de Coparrainants, y compris les enveloppes nationales pour mettre à profit l'action commune de soutien des populations présentant les plus grands besoins et une allocation principale de fonds fixe et flexible pour que chaque Coparrainant remplisse son rôle respectif dans son engagement envers le Programme commun, y compris à travers les initiatives de stratégie mondiale pour réaliser des progrès dans les domaines clés.

27. Au vu de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida et des projections de revenus actuelles, le Programme commun a proposé de rechercher l'approbation du CCP d'un budget interne annuel de 210 millions de dollars (ou d'un budget interne bisannuel de 420 millions de dollars). Les allocations annuelles comprendraient 146 millions de dollars au Secrétariat pour exécuter ses fonctions et pour continuer à soutenir les pays, alors que 64 millions de dollars iraient aux Coparrainants pour les fonctions clé, les initiatives mondiales et les enveloppes nationales (annuellement 33 millions de dollars pour les Coparrainants et 31 millions de dollars pour les Coparrainants au niveau national sous forme d'enveloppes nationales).
28. En comparant les budgets de 2021 et de 2022, M. Farhat a déclaré que les 210 millions de dollars envisagés pour 2022 représentaient une diminution de 32 millions de dollars (soit 13 %) par rapport au budget interne approuvé de 242 millions de dollars pour 2021.
29. Il a également expliqué que trois scénarios de financement ont été envisagés en raison de l'environnement incertain en la matière. Dans le cadre du Scénario n° 1, 146 millions de dollars iraient au Secrétariat et 64 millions aux Coparrainants. Le Scénario n° 2 qui équivaut au niveau de financement actuel de 187 millions de dollars, prévoyait 140 millions de dollars pour le Secrétariat et 47 millions pour les Coparrainants. Le Scénario n° 3 qui envisageait, quant à lui, un niveau de financement de 170 millions de dollars, était plus drastique et ne prévoyait que 128 millions pour le Secrétariat et 42 millions pour les Coparrainants.
30. En fonction des demandes des participants à la pré-réunion du CCP, M. Farhat a souligné que le budget était établi autour de dix domaines de résultats et de cinq fonctions clé du Secrétariat. Il a fait référence aux tableaux 2, 3 et 4 du Plan de travail et du budget de l'UBRAF 2022-2023 (UNAIDS/PCB (EM)/4.3), illustrant les allocations de base ou non par domaine de résultats, organisation et fonction du Secrétariat.
31. M. Farhat a ensuite résumé les allocations annuelles de budget interne pour les scénarios n° 1 et 2. En réponse à une demande des participants à la pré-réunion du CCP, il a comparé les exercices biennaux 2020-2021 et 2022-2023 en termes de budget de base et autres. Il a attiré l'attention des participants sur les diapositives montrant le budget interne, les dépenses et les créances du Secrétariat de 2021 pour la période du 1er janvier au 30 septembre 2021, par fonction clé et répartis selon les principales catégories de dépenses.
32. M. Farhat a conclu en disant que le rapport financier annuel au CCP (qui est disponible au public depuis la page Web du CCP) contenait l'ensemble des détails de dépenses, y compris par catégorie de coûts, pour l'ensemble des fonds, alors qu'un rapport sur les résultats annuel comprenait des détails sur

les catégories de dépenses principales pour le Secrétariat et les Coparrainants.

33. M. Martineau a annoncé que l'UBRAF, basé sur 25 ans d'expérience de l'ONUSIDA et, avec la Stratégie mondiale de lutte contre le sida et la Déclaration politique sur le VIH et sida de 2021, est arrivé à une période charnière. Il s'agissait d'une opportunité vitale pour le Programme commun de se reconcentrer sur la riposte mondiale au VIH pour atteindre les millions de personnes laissées pour compte. Il a affirmé que le financement intégral du Programme commun était un investissement critique pour la mise en œuvre réussie de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida.
34. Zsuzsanna Jakab, Directrice générale adjointe de l'OMS, a déclaré que le travail des Coparrainants s'était intensifié et axé sur le fait de garantir qu'ils puissent contribuer à l'atteinte des objectifs à l'horizon 2025 et 2030. Elle a rappelé aux participants à la réunion que l'UBRAF est un outil unique dans le système des Nations Unies et que les budgets de base collectés pour l'UBRAF ont un impact transformatif et de catalyseur. Ils aident à garantir la redevabilité et à permettre aux Coparrainants de maintenir les capacités clés dédiées au VIH dont ils ont besoin pour tirer davantage profit des ressources consacrées à la lutte contre le VIH.
35. Selon Mme Jakab, de nombreux défis qui existaient en 1996, lorsque le Programme commun a été créé, demeurent. Les preuves scientifiques continuent à être remis en question, les inégalités persistent et l'espace civique rétrécit. Elle a insisté sur le fait que l'action multisectorielle pour la lutte contre le VIH était plus critique que jamais. L'adoption de l'UBRAF garantirait la poursuite d'un Programme commun fort et multisectoriel permettant et soutenant la concrétisation de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida. Elle a demandé aux membres du CCP d'adopter l'UBRAF, ainsi que le Plan de travail et le budget.
36. Jesper Sundewall, Président du Groupes de travail de l'UBRAF, a remarqué que le travail acharné de ses collègues du Groupes de travail et du Secrétariat pour guider le développement de l'UBRAF. Il a annoncé au CCP que le document a trouvé le juste équilibre entre les détails, les objectifs généraux, les théories du changement et les aspirations. Par conséquent, il reflétait « l'écosystème » du VIH et a appliqué une approche fondée sur les inégalités.
37. Il a rappelé aux participants à la réunion le sentiment d'urgence qui a mené à la création du Programme commun 25 ans plus tôt, mais leur a rappelé que l'intention n'avait jamais été que le Programme commun « s'occupe de tout ». Le financement devait être un catalyseur. Il souligne qu'il est même possible que le financement supplémentaire mobilisé au niveau national par les Coparrainants soit plus important encore. Par conséquent, le Groupe de travail a souligné l'importance des résultats et livrables, ainsi que de lier les budgets aux parties prenantes et les résultats pour atteindre la redevabilité.
38. M. Sundewall a remarqué que les résultats du cadre de l'UBRAF continueraient à se perfectionner tout au long de l'UBRAF. Alors que ce travail se poursuit, l'axe de concentration devrait non seulement être sur les résultats du Secrétariat et des Coparrainants, mais aussi positionner ces résultats dans le contexte des ripostes mondiales, régionales et nationales au VIH.
39. Des progrès majeurs ont été réalisés au cours des 25 ans d'existence de l'ONUSIDA, mais qu'il reste beaucoup à faire en vue de mettre fin au sida d'ici 2030. Un déclin imminent des ressources dédiées au VIH pourrait refléter

- un sentiment diminué d'urgence, mais ne reflétait pas l'importance réduite de l'épidémie et de l'élimination du sida. Dans un contexte de priorités contradictoires, il était vital d'assurer que le Programme commun reste pertinent. Cela pourrait être réalisé en positionnant son travail par rapport à des progrès plus complets (notamment l'attente de la couverture santé universelle). Une autre option était de continuellement revisiter la répartition des tâches et le domaine de contribution de chaque Coparrainant, ainsi que de rappeler que chaque partenaire du Programme commun a une responsabilité de mobilisation des ressources pour mettre fin au sida.
40. M. Sundewall a rappelé au CCP que l'UBRAF n'était qu'un plan. Quelle que soit sa qualité, il nécessiterait des corrections de trajectoire, des ajustements et des améliorations. Il ne s'agissait pas d'un manuel de solutions. Il a conclu en insistant que le fait qu'il était temps de se concentrer sur l'action.
 41. Mme Byanyima a déclaré que l'UBRAF représentait la culmination de neuf mois de travail acharné. Elle a insisté sur le fait que l'épidémie de sida n'était pas terminée, en donnant des données récentes concernant l'incidence du VIH et les morts liées au sida. Elle a affirmé au CCP qu'un décès dû au sida chaque minute de chaque jour constituait une urgence. La COVID a perturbé les services liés au VIH, entraînant une chute du nombre de diagnostics et d'orientations vers le traitement, et affectant les services de prévention. La résurgence de la crise du sida doit être empêchée.
 42. Mme Byanyima a affirmé que le monde doit redoubler ses efforts pour maintenir et poursuivre les progrès réalisés, et l'UBRAF était primordial à ces fins. Cela permettrait au Programme commun de progresser dans le cadre de son travail critique de soutien des pays et communautés pour atteindre les objectifs de la Déclaration de politique et de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida, d'atténuer l'impact de l'intervention simultanée des pandémies de VIH et de COVID-19 et d'être redevable de ses résultats.
 43. Mme Byanyima a rappelé aux participants à la réunion que les déficits de financement du Programme commun se poursuivent. Elle a remarqué que les compressions budgétaires annoncées par un donateur majeur ont aggravé la situation financière.
 44. Jusqu'ici, 166 millions de dollars de financement a été confirmé pour l'année actuelle, soit 21 millions de dollars de moins que le budget approuvé par le CCP. Elle a encouragé le Conseil à approuver le budget de 210 millions de dollars pour refléter son engagement envers la coordination par le Programme commun des efforts mondiaux pour mettre fin au sida. Selon elle, les membres du CCP ont fait la promotion d'une Stratégie mondiale de lutte contre le sida ambitieuse et une ambition similaire devrait être reflétée dans le budget pour le Programme commun. Elle a annoncé qu'un dialogue de financement devrait être tenu le 15 novembre 2021.
 45. Mme Byanyima a poursuivi en disant que le Secrétariat procédait à l'alignement organisationnel conformément à la nouvelle Stratégie et pour s'adapter à un plus petit budget. Les coûts de personnel du Secrétariat actuel devaient être gérés. Une nouvelle structure comprendrait une réduction majeure des coûts dédiés au personnel, ce qui aurait un impact difficile pour le personnel. Cela impliquerait de réduire « l'empreinte » du personnel du Secrétariat, passant une partie du personnel à des lieux d'affectation à moindres coûts, ainsi que d'autres mesures de compression budgétaire.
 46. Mme Byanyima a rendu hommage et a exprimé sa gratitude à Shanon Hader,

Directrice adjointe du Programme de l'ONUSIDA, qui quitterait l'ONUSIDA à l'expiration de son contrat en décembre 2021. Elle a annoncé la nomination de Sihaka Tsemo, comme Directeur du bureau de liaison de l'Union africaine, et d'Anne Githuku Shongwe au poste de Directrice de l'équipe d'appui aux régions d'Afrique orientale et australe.

47. Plusieurs membres et observateurs ont remercié et félicité le Groupe de travail, le Secrétariat et les Coparrainants pour l'UBRAF 2022-2026, ainsi que le Plan de travail et le budget 2022-2023. Ils ont félicité l'ONUSIDA pour le développement inclusif de l'UBRAF, en très peu de temps et dans des circonstances difficiles.
48. Certains intervenants ont réitéré que le Programme commun a joué un rôle critique en fournissant des conseils, un plaidoyer, une assistance technique, des informations stratégiques et une assistance pratique aux pays.
49. En mettant en avant l'importance d'un Programme commun fort pour l'atteinte des objectifs mondiaux en termes de sida et pour l'élimination du sida, comme menace à la santé publique, à l'horizon 2030, les membres et observateurs ont soutenu l'approbation du cadre de l'UBRAF et la base de budget interne de 187 millions de dollars, avec un seuil à 210 millions de dollars.
50. Plusieurs intervenants ont affirmé que le nouveau cadre de l'UBRAF présentait des améliorations certaines par rapport aux versions précédentes et qu'il mettait en lumière les éléments vitaux de la riposte au VIH (notamment le respect des droits humains et la réduction des inégalités). Il comporte des éléments forts de théorie du changement, d'atténuation des risques et de planification d'urgence, ainsi qu'une répartition des tâches adaptée. Il faisait également bien le lien avec les ODD et était en accord aussi bien avec la Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026, qu'avec la Déclaration politique sur le VIH/sida de 2021.
51. Certains membres pensaient que la version actuelle restait longue et complexe. Une version simplifiée de la théorie du changement serait utile, peut être sous la forme d'un résumé exécutif de l'UBRAF, qui devrait être préparé au premier trimestre 2022.
52. Plusieurs membres ont soutenu l'emphase sur le fait d'aborder les inégalités et ont félicité le niveau de concentration sur les ripostes pilotées par les communautés et les groupes marginalisés. Ils ont attiré l'attention des participants à la réunion sur les défis et expériences des femmes, notamment des jeunes femmes en Afrique, et ont appelé à un niveau supérieur de soutien envers les organisations pilotées par les communautés, surtout celles dirigées par des femmes.
53. Certains intervenants ont déclaré avoir hâte de recevoir davantage d'informations sur la manière dont le Programme commun encouragerait les actions au niveau local. Ils ont insisté sur un besoin de transparence de l'intensification des ripostes pilotées par les communautés et ont fait mention du fait que les ripostes communautaires n'existent pas s'il n'y a pas de systèmes de protection sociale et de santé.
54. Certains membres ont également apprécié l'emphase sur les questions, telles que l'élimination de la transmission verticale et du sida pédiatrique, ainsi que sur le besoin de respecter les droits humains et de s'attaquer à la stigmatisation et discrimination. Les participants à la réunion ont été informés que les ripostes pilotées par les communautés étaient particulièrement pour la

- lutte contre la stigmatisation et discrimination. Certains intervenants ont décrit comment elles étaient alignées à leurs plans stratégiques nationaux et à la Stratégie mondiale de lutte contre le sida, axé sur les jeunes femmes, ainsi que la lutte contre la stigmatisation et la discrimination.
55. Plusieurs intervenants ont affirmé que les systèmes de santé renforcés étaient cruciaux pour la couverture santé universelle et pour la riposte aux pandémies, telles que la COVID-19 et le VIH. De meilleurs résultats sanitaires pour le financement existant ainsi que davantage d'argent pour la santé étaient nécessaires. Un membre a souligné que le dernier kilomètre est plus difficile à atteindre que le premier. Cependant, certains membres ont exprimé la déception de certains concernant la priorité relativement basse donnée à la réduction des écarts en termes d'accès et de caractère abordable des médicaments, ainsi qu'au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation dans les pays affectés. La pandémie de COVID-19 a souligné l'importance de la fabrication diversifiée, de la production locale de vaccins, de diagnostics et de médicaments, ainsi que des transferts de technologies pour atteindre des systèmes de santé durables.
 56. Les membres ont apprécié le travail en cours et les propositions supplémentaires pour l'optimisation de la redevabilité, ainsi que la surveillance et l'établissement de rapports. Ils ont affirmé qu'un alignement clair et des complémentarités entre les indicateurs de l'UBRAF, mesurant les performances du Programme commun, et les indicateurs de riposte mondiale au VIH étaient nécessaires. Ils ont également mentionné l'importance des indicateurs de développement et des résultats reflétant la diversité de l'épidémie du sida dans différents pays et régions.
 57. Les intervenants ont affirmé que les éléments de redevabilité dans le document de l'UBRAF pourraient être resserrés. Ils ont expliqué que les indicateurs devraient rendre possible le suivi des progrès par rapport à l'UBRAF, la contribution du Programme commun pour la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida, et devraient mettre en évidence les liens entre les livrables, les objectifs et les résultats. Ils ont déclaré que les mécanismes de redevabilité devraient également refléter le travail effectué au niveau régional, ainsi que le travail des Coparrainants (impliquant l'utilisation des fonds de l'UBRAF).
 58. Il a été rappelé aux participants à la réunion que l'Évaluation de 2020 du système des Nations Unies de riposte au sida a mentionné que le prochain UBRAF devrait exposer la contribution du Secrétariat et des Coparrainants aux résultats mondiaux de lutte contre le VIH plus clairement. Pour atteindre cela, selon certains membres, le cadre de résultats actuel de l'UBRAF doit être peaufiné, y compris en incorporant les résultats et indicateurs clairs liés aux dix domaines de résultats, afin que la contribution du Programme commun puisse être mesurée. Ces résultats et indicateurs devraient également être utilisés pour orienter les Plans de travail.
 59. Les membres ont demandé que des résultats clairs et les indicateurs associés pour chacun des dix domaines de résultats de l'UBRAF soient présentés pour la 49e réunion du CCP en décembre 2021, ainsi que l'incorporation d'objectifs et des résultats sur deux ans dans le Plan de travail de l'UBRAF 2022-2023. Cela permettrait à l'UBRAF de servir d'outil clé pour accompagner le Programme commun dans la définition de priorités et la collecte de fonds dans un environnement à ressources de plus en plus limitées. Certains membres ont ajouté qu'il était également important pour mesurer et surveiller les

éventuelles réductions des inégalités. Plusieurs membres ont annoncé espérer que la valeur ajoutée du Programme commun serait soulignée, notamment en ce qui concerne la collecte de données et les conseils en matière de politique, promouvant les droits humains, les approches d'évolution favorable des inégalités de genre et la sensibilisation.

60. Il a été demandé au Programme commun d'utiliser toutes les opportunités de partenariats, y compris avec les structures intergouvernementales régionales et sous-régionales, pour atteindre un niveau supérieur de synergie et de collaboration pour les programmes de lutte contre le VIH transfrontaliers. Cela pourrait également permettre de stimuler les économies d'échelles, de soutenir l'apprentissage entre pairs et d'augmenter l'accès aux médicaments et au diagnostic à travers l'approvisionnement groupé.
61. En ce qui concerne le budget, il a été convenu qu'il était nécessaire de rester concentrer sur les hautes ambitions de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida. Plusieurs membres ont réitéré la nécessité d'un financement intégral de l'UBRAF et ont soutenu le scénario de 210 millions de dollars comme plateforme pour atteindre cela. Ils ont cependant ajouté que la définition d'une base de référence réaliste inférieure à celle de 210 millions de dollars était également importante pour faciliter une bonne planification.
62. Les intervenants ont insisté sur le fait qu'une stratégie ambitieuse requerrait des niveaux plus ambitieux de financement. Un UBRAF sous financé signifierait que l'ONUSIDA opèrerait en réalité avec les mains liées, tout en devant répondre à des exigences supérieures en termes de performances. Les membres ont été incités à prendre part à la solution pour les questions qu'ils soulèvent, y compris en garantissant que l'UBRAF est intégralement financé. Les pays bailleurs de fonds sont incités à envoyer leurs contributions à l'ONUSIDA dès que possible.
63. Certains intervenants ont suggéré que le défi d'un financement pérenne devait être abordé à tous les niveaux. Les Coparrainants et les partenaires ont été incités à participer à la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida.
64. Le Président du COC a annoncé aux participants à la réunion que chacun des directeurs des Coparrainants a noté que l'élimination du sida nécessitait davantage des Coparrainants et qu'ils avaient souligné l'importance d'un financement prévisible de base à ces fins. Un tel financement permettrait au Coparrainant de maintenir des capacités clé et de tirer profit de davantage de ressources de lutte contre le VIH. Les directeurs ont convenu du besoin de maintenir le financement de base pour chaque Coparrainant à 2 millions de dollars par an et ont proposé que cela soit considéré comme indépendant des niveaux de financement global atteints. Plusieurs intervenants ont incité les membres du CCP à travailler conjointement avec les Conseils d'administration des Coparrainants pour garantir une riposte au sida cohérente à travers les Nations Unies.
65. Plusieurs intervenant ont apprécié les trois scénarios de financement présentés. Il a été suggéré que les scénarios de financement soient intégrés aux Plans de travail et aux budgets accompagnant le document de l'UBRAF et soient utilisés pour orienter la définition de priorités claires.
66. Il a été demandé à l'ONUSIDA d'indiquer comment les résultats envisagés seraient affectés si l'UBRAF n'était pas intégralement financé. Certains membres ont insisté qu'indépendamment du scénario de financement qui

s'avérerait le plus précis, le Programme commun devait donner priorité à la défense des droits humains. Certains membres et observateurs ont également insisté sur l'importance d'une présence sur site de l'ONUSIDA via des bureaux nationaux ; les appels téléphoniques et les réunions « virtuelles » ne pouvant, selon eux, pas atteindre le même impact.

67. Certains membres ont apprécié le dialogue ouvert concernant le financement.
68. De nombreux membres et observateurs ont exprimé leur profonde gratitude envers Mme Hader pour son excellent service, son dévouement et le leadership accompli, et ont loué ses contributions majeures à la riposte au VIH, y compris au niveau national.
69. Il a été demandé au Secrétariat de s'assurer que les documents du CCP soient publiés dans un délai opportun.
70. Un membre a affirmé que l'UBRAF avait fait gagné le Programme commun en cohérence, mais a souligné que les déficits de financement étaient une préoccupation majeure. Il a déclaré que le budget proposé était supérieur aux revenus actuels, mais ne constituait pas un objectif déraisonnable au vu du défi que représente l'élimination de l'épidémie de sida
71. Meg Doherty, Directrice de la lutte mondiale contre le VIH, l'hépatite et les infections sexuellement transmissibles de l'OMS, intervenant au nom des Coparrainants a apprécié les commentaires, engagés envers la production d'informations plus détaillées sur les résultats et a exprimé son accord avec la suggestion d'ajouter un résumé exécutif.
72. Andy Seale, Conseiller de la lutte mondiale contre le VIH, l'hépatite et les infections sexuellement transmissibles de l'OMS, a remercié les intervenants pour leur soutien et leurs commentaires constructifs. Il a pris note des demandes de détails accrus pour l'établissement de rapports sur les activités des Coparrainants liées aux livrables et a partagé quelques exemples de méthodes potentielles.
73. M. Martineau a, à son tour, remercié le Groupe de travail pour le respect de délais serrés, ainsi que le Conseil pour son retour positif et sa reconnaissance aussi bien des progrès que des améliorations réalisés. Il s'est excusé de la publication retardée des documents de l'UBRAF, due à un calendrier très serré. Il a reconnu la nécessité d'un résumé exécutif du document de l'UBRAF, qui serait une priorité dans les mois à venir.
74. En ce qui concerne le contenu de l'UBRAF, il a rappelé aux participants à la réunion que la Stratégie mondiale de lutte contre le sida orientait le développement de l'UBRAF (notamment, sur les droits humains et l'égalité des genres, le financement national accru et la nécessité d'atteindre la solidarité mondiale). Il a convenu avec les intervenants que l'accès équitable aux médicaments étaient d'une importance fondamentale, tel que l'a démontré à nouveau la crise de la COVID-19. Il a également reconnu que le partenariat au niveau régional et avec des organismes régionaux et sous-régionaux était essentiel.
75. M. Martineau a remercié les intervenants pour leurs suggestions d'optimisation de la redevabilité et a déclaré qu'il était possible de respecter la date butoir de décembre 2021 pour la proposition de résultats supplémentaires et des indicateurs associés du Programme commun. En ce qui concerne les scénarios financiers et leurs implications, il a affirmé que les scénarios

seraient utilisés à des fins de planification et que l'ONUSIDA ferait preuve de transparence sur leurs implications.

76. Il a mentionné que le maintien du même niveau de fonds de base pour les Coparrainants pourrait être remis en cause si les niveaux de financement n'étaient pas mobilisés, mais a insisté sur la détermination de l'ONUSIDA à protéger les enveloppes nationales. Il a suggéré que l'impact le plus négatif d'un financement insuffisant serait sur les initiatives stratégiques mondiales (telles que le Partenariat mondial contre la stigmatisation et discrimination, la Coalition de prévention mondiale, l'Initiative Education Plus, etc.), même si leur travail est primordial. Il a avoué aux participants que sans un financement suffisant, le Secrétariat serait dans l'obligation de réduire ses capacités sur certaines questions ou de réduire son « empreinte » à travers le monde.
77. Le Président a rappelé aux participants à la réunion que les Points de décision ont fait l'objet de discussion lors des sessions de rédaction et qu'un accord avait été atteint.
78. Un membre a remercié le Secrétariat et le Programme commun pour leur travail sur l'UBRAF et le budget. Il a déclaré avoir participé à certaines discussions concernant ces documents à des fins de transparence et d'objectivité, et a demandé l'inclusion de données financières supplémentaires. Cependant, sa proposition n'a pas été traitée par le Secrétariat.
79. En ce qui concerne le Plan de travail et le budget 2022-2023, le membre a affirmé que le format actuel ne correspondait pas aux meilleures pratiques des Nations Unies ; les propositions de budget ne comprenaient pas d'informations détaillées concernant les dépenses prévues. Le membre a proposé que le Secrétariat indique le montant de ses dépenses liées au personnel, aux consultants, aux besoins opérationnels, aux contrats de services, etc. et clarifie si ces projections représentaient des augmentations ou des diminutions par rapport à la période précédente. Selon lui, ce niveau de transparence était nécessaire pour que le CCP puisse prendre des décisions en matière des résultats budgétaires.
80. Le membre a noté qu'il s'était dissocié de certaines parties de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida car il a estimé que ses éléments structurels étaient de caractère ambigu et présentaient des risques potentiels accrus pour la santé de la population. Il a mentionné qu'étant donné que l'UBRAF constituait une feuille de route pour la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida, le texte contenait les mêmes éléments que la Stratégie mondiale de lutte contre le sida, dont certains n'étaient pas appropriés à certains contextes nationaux. Parmi ces éléments, le membre a souligné la légalisation et la décriminalisation de la consommation de drogues et du travail du sexe, les programmes de réduction des risques et l'éducation sexuelle complète. Le membre a alors déclaré qu'il se dissocierait de certaines parties du document, ainsi que des points de décision du point 3 de l'ordre du jour. Le membre a demandé d'inclure sa déclaration dans le texte du rapport et de faire une note de bas de page pertinente aux points de décision.
81. Le Président a affirmé au membre avoir noté la déclaration.

4. Questions diverses

82. Aucune autre question n'a été soulevée.

5. Clôture de la réunion

83. Le Président a remercié le Bureau du CCP, les membres du CCP et les observateurs, le Secrétariat, le personnel support et les traducteurs.
84. Mme Byanyima a présenté les remarques finales. Elle a remercié le CCP pour l'approbation de l'UBRAF 2022-2026 et du Plan de travail et budget 2022-2023, ainsi que pour ses commentaires et suggestions. Elle a assuré aux participants à la réunion que des indicateurs plus détaillés et des résultats plus pointus pour l'optimisation de la redevabilité seraient présentés lors de la réunion du CCP de décembre 2021.
85. Selon elle, l'adoption de l'UBRAF sur cinq ans et du Plan de travail et budget bisannuel permettrait au Programme commun de poursuivre son travail primordial de soutien des communautés et pays dans l'atteinte des objectifs de la Déclaration politique de 2021 sur le VIH et le sida, ainsi que de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida ; et de lutter sur deux fronts contre le VIH et la COVID-19.
86. La Directrice exécutive a déclaré être encouragée par la volonté claire d'atteindre un UBRAF intégralement financé, au niveau de 210 millions de dollars, et pour le support démontré envers les services pilotés par les communautés complètement financés. Le travail de collecte de fonds de l'ONUSIDA viserait à mobiliser les montants ciblés.
87. Le Président a remercié Mme Hader pour son immense contribution et son leadership infatigable dans la riposte au sida, y compris à travers le développement de la Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026 et de son engagement envers le soutien apporté aux pays pour mettre fin au sida d'ici 2030.
88. La Session spéciale du Conseil d'Administration a été levée.

[Annexes à suivre]

CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

UNAIDS/PCB (EM)/4.1

Date de publication : 28 juillet 2021

Session spéciale du CCP

DATE : 06 octobre 2021

LIEU : Virtuel

Ordre du jour annoté

MERCREDI 5 OCTOBRE

- 1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**
Le président prononcera le mot d'ouverture de la Session spéciale du CCP.
Document : UNAIDS/PCB (EM)/4.1
- 2. Compte-rendu de la 48e réunion du CCP**
Présentation au Conseil du compte-rendu de la 48e réunion du Conseil de Coordination du Programme pour adoption.
Document : UNAIDS/PCB (48)/21.21
- 3. Cadre unifié du budget, des résultats et de la redevabilité 2022-2026, ainsi que le plan de travail bisannuel et budget 2022-2023**
Le CCP recevra la version finale du Cadre unifié du budget, des résultats et de la redevabilité 2022-2026, ainsi que du Plan de travail bisannuel et budget 2022-2023 pour étude.
Document : UNAIDS/PCB (EM)/4.2 ; UNAIDS/PCB (EM)/4.3 ; UNAIDS/PCB (EM)/CRP1
- 4. Questions diverses**
- 5. Clôture de la réunion**

Session spéciale virtuelle du Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA, Genève, Suisse

10 octobre 2021

Décisions

Le Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA, Rappelant que tous les aspects du travail de l'ONUSIDA sont régis par les principes directeurs suivants :

- Alignement avec les priorités des parties prenantes nationales ;
- Implication significative et mesurable de la société civile, et en particulier des personnes vivant avec le VIH et des populations les plus vulnérables à une infection par le VIH ;
- Respect des droits humains et de l'égalité des genres ;
- Utilisation des meilleures connaissances techniques et scientifiques disponibles ;
- Promotion d'une riposte globale au sida intégrant prévention, traitement, soins et soutien ; et
- Principe de non-discrimination.

Décisions intersessions :

Rappelant que, pour faire face aux circonstances spécifiques dues à la crise sanitaire liée à la COVID-19, il a décidé, par le biais de la procédure intersessions (voir les décisions dans UNAIDS/PCB/(EM)/3.2) :

- *Convient* que la session spéciale de mars du Conseil de coordination du programme s'est tenue virtuellement les 24 et 25 mars 2021 ;
- *Convient* que la 48e réunion du Conseil de coordination du programme comprendra un jour supplémentaire par rapport aux dates convenues au point de décision 11.3 de la 43e réunion du CCP et se tiendra virtuellement du 29 juin au 2 juillet 2021 ;
- *Convient* que le Bureau du CCP déterminera si la 49e réunion du Conseil de coordination du programme sera virtuelle ou en personne ; et que si la réunion se tient virtuellement, elle comprendra exceptionnellement une journée supplémentaire et se tiendra du 7 au 10 décembre 2021 ; et
- *Accepte* les modalités et les règles de procédure énoncées dans le document intitulé Modalités et procédures des réunions virtuelles du CCP de l'ONUSIDA pour 2021 (UNAIDS/PCB(EM)/3.2), pour les réunions virtuelles du CCP de 2021 et leurs préparatifs.

Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

1. *Adopte* l'ordre du jour.

Point 2 de l'ordre du jour : Compte-rendu de la 48e réunion du Conseil de Coordination du Programme¹

2. *Adopte* le compte-rendu de la 48e réunion du Conseil de Coordination du Programme.

¹ La Fédération de Russie s'est dissociée des points de décision au point 3 de l'ordre du jour.

Point 3 de l'ordre du jour : Cadre unifié du budget, des résultats et de la redevabilité 2022-2026, ainsi que le plan de travail et budget 2022-2023

- 3.1 *Exprime* sa gratitude envers le Groupe de travail de l'UBRAF, la Directrice exécutive et les Organisations du comité des Coparrainants pour leur travail de développement du Cadre unifié du budget, des résultats et de la redevabilité (UBRAF) et du budget suite à la 48e réunion du Conseil de coordination du programme ;
- 3.2 *Approuve* le Cadre unifié du budget, des résultats et de la redevabilité 2022-2026 (UBRAF) et demande au Programme commun de fournir des résultats clairs et les indicateurs associés pour chaque Domaine de résultats du Programme commun pour étude lors de la 49e réunion du Conseil de coordination du programme ;
- 3.3 *Approuve* le budget interne pour 2022–2023 et l'affectation du budget des Coparrainants et du Secrétariat sur une base de 187 millions de dollars par an jusqu'à un seuil de 210 millions de dollars par an avec une délimitation claire de la répartition des fonds supérieurs à la base ;
- 3.4 *Salue* le Plan de travail 2022–2023 et demande au Programme commun d'intégrer des objectifs et résultats sur deux ans pour chacun des 10 Domaines de résultats du Programme commun dans le Plan de travail de l'UBRAF 2022–2023, ainsi que de présenter la version révisée pour approbation lors de la 49e réunion du CCP ; et
- 3.5 *Encourage* les gouvernements bailleurs de fonds à faire des contributions sur plusieurs années et de débloquer dès que possible leurs contributions annuelles, pour un UBRAF 2022–2026 intégralement financé à un niveau annuel de 210 millions de dollars.

[Fin du document]